« LA CALIFORNIE DES ROUMAINS »
L'INTÉGRATION DE LA DOBROUDJA DU NORD À LA ROUMANIE, 1878-1913*

*Constantin Iordachi***

Cette étude est consacrée à l'intégration de la Dobroudja du Nord à la Roumanie, événement célébré dans l'historiographie roumaine comme la seconde étape de la création d'un Etat national et unitaire roumain, la première étant l'union de 1859 entre la Valachie et la Moldavie[1]. De ce point de vue, les mécanismes d'intégration et d'assimilation utilisés en Dobroudja par les élites politiques roumaines préfigurent le processus, bien plus complexe et ardu, d'intégration administrative et d'homogénéisation culturelle qui se déroula dans la Grande Roumanie de l'entre-deux-guerres. Néanmoins, bien que le processus de consolidation nationale en Grande Roumanie ait été récemment l'objet de recherches élaborées et fondées sur des perspectives théoriques non téléologiques[2], le cas de l'assimilation de la Dobroudja au sein de la Roumanie n'a

* Cet article a été traduit de l'anglais par Patrick Michels.

** Ph.D. Candidate, Central European University, Budapest.

[1] **Rădulescu (Alexandru), Bitoleanu (Ion)**, *Istoria românilor dintre Dunăre şi Mare. Dobrogea* (Histoire des Roumains entre le Danube et la Mer. La Dobroudja), Bucarest, 1979, p. 284, [traduit en anglais : *A Concise History of Dobruja*, Bucarest, 1984] ; et **Stanciu (M.), Ciorbea (V.)**, « Aspecte ale problemei agrare în Dobrogea la sfîrşitul sec. XIX şi începutul sec. XX » (Aspects de la question agraire en Dobroudja à la fin du XIX^{e} siècle et au début du XX^{e} siècle), *Anuarul Institutului "A.D. Xenopol"* (Iaşi), 17, 1980, p. 405.

[2] Pour une analyse de référence du processus d'unification administrative et d'homogénéisation culturelle en Grande Roumanie, avec une attention particulière portée à l'éducation, cf. **Livezeanu (Irina)**, *Cultural Politics in Greater Romania : Regionalism, Nation Building and Ethnic Struggle, 1918-1930*, Ithaca, 1995.

été que peu étudié[3]. Malgré le caractère spécifique de la province, les études générales de l'histoire moderne de la Roumanie ne distinguent que très rarement la Dobroudja du vieux Royaume. De plus, à une époque où l'historiographie jouait un rôle prépondérant dans le processus de construction nationale en Europe centrale et orientale, la majorité des études historiques bulgares et roumaines sur la Dobroudja ont essentiellement porté sur la "validité" des droits historiques de leur pays respectifs sur la province. Par conséquent, tout en produisant un discours historiographique primordialiste et *pro domo*, ces travaux ont laissé dans l'ombre de nombreux aspects de l'intégration de la Dobroudja au sein de la Roumanie[4].

Ce texte soutient que, pour favoriser l'incorporation nationale et économique de la province multi-ethnique de Dobroudja du Nord, les élites politiques roumaines ont établi un triple mécanisme de colonisation ethnique, d'homogénéisation culturelle et de modernisation économique. La raison principale de l'annexion de la Dobroudja du Nord était économique : du fait de sa position géographique stratégique, la province était perçue comme un débouché, une route commerciale vitale pour la Roumanie, lui offrant l'accès à la mer et la faisant passer, au sein de l'économie mondiale, du statut de périphérie à celui de semi-périphérie. Sur le plan démographique, la Dobroudja du Nord a servie d'"Amérique intérieure" à la Roumanie, une zone frontière dynamique accueillant de nouveaux arrivants pour étendre l'économie nationale et les frontières ethniques[5]. Du point de vue institutionnel, la législation sur la citoyenneté était au cœur du mécanisme d'assimilation : en dépit de son incorporation formelle à la Roumanie, la Dobroudja du Nord était soumise à un *régime administratif distinct et extraconstitutionnel* entre 1878 et 1913. En vertu de ce statut, les Dodroudjéens jouissaient d'un type local de citoyenneté, qui leur déniait toute participation politique et leur interdisait d'être propriétaires en dehors de la province. L'intégration de la province multi-ethnique de Dobroudja à la Roumanie s'est donc effectuée sur le mode du "colonialisme intérieur" : son organisation était caractérisée par un statut administratif dis-

[3] Pour la seule analyse globale en anglais de l'intégration de la Dobroudja du Nord au sein de la Roumanie, cf. **Iordachi (Constantin)**, *Citizenship, Nation, and State Building : The Integration of Northern Dobrogea into Romania, 1878-1913*, Pittsburgh : University of Pittsburgh (Carl Back Papers in Russian and East European Studies), 2001. Pour une comparaison entre le statut légal des Dobroudjéens et celui d'autres groupes marginaux sociopolitiques, religieux ou de genre en Roumanie, cf. **Iordachi (Constantin)**, « The Unyielding Boundaries of Citizenship : The Emancipation of "Non-Citizens" in Romania, 1866-1918 », *European Review of History*, 8 (2), August 2001, pp. 157-186.

[4] Sur le rôle joué par l'historiographie dans le processus d'édification nationale et étatique en Europe centrale, cf. **Seton-Watson (R. W.)**, *The Historian as a Political Force in Central Europe*, London, 1922.

[5] J'utilise ici la métaphore employée par Fernand Braudel pour décrire le processus d'expansion territoriale et démographique en Europe occidentale. Cf. **Braudel (Fernand)**, *The Mediterranean and the Mediterranean World in the Age of Philip II*, New York, 1972.

tinct et une centralisation excessive, s'appuyant sur une prétention à la supériorité culturelle de la région centrale, une colonisation ethnique intensive et un développement économique régional inégal destiné à répondre aux besoins de la métropole[6].

La présente analyse est centrée sur les mécanismes d'assimilation que les élites politiques roumaines ont mis en œuvre en Dobroudja. La première partie examine la formation du discours nationaliste roumain sur la Dobroudja, et son influence sur l'élaboration des lois sur la citoyenneté et sur la propriété dans la province. La deuxième et plus importante partie de ce texte analyse l'intégration de la Dobroudja à la Roumanie sur les plans suivants : organisation administrative, colonisation ethnique et homogénéisation culturelle. Une attention particulière est portée aux effets de la loi sur la citoyenneté sur l'assimilation ethnique de la province au sein de la Roumanie. La troisième partie s'intéresse aux rapports entre consolidation nationale et modernisation, et à leur effet secondaire, à savoir le lien existant entre centralisation excessive exercée par Bucarest et apparition de tendances régionalistes en Dobroudja du Nord. La quatrième partie examine le processus d'émancipation politique des Dobroudjéens. En conclusion, quelques caractéristiques spécifiques du processus d'édification nationale et étatique dans la province sont mises en avant, dans le but de resituer le cas de l'assimilation de la Dobroudja du Nord avant la Première Guerre mondiale au cadre plus large de l'intégration administrative et de l'homogénéisation culturelle menées dans la Grande Roumanie de l'entre-deux-guerres.

Du point de vue théorique, dans le prolongement de travaux récentes sur la " déconstruction " de l'Etat-nation, cette étude s'intéresse à son hétérogénéité linguistique, territoriale et ethnique ; elle insiste sur la diversité, plutôt que l'unité, en se concentrant sur l'histoire locale, et celle de la revendication régionale. De ce point de vue, le cas de la Dobroudja annonce certains modèles plus généraux d'intégration qui seront reproduits, dans des conditions historiques différentes, à l'échelle de la Grande Roumanie, mais présente aussi des

[6] J'utilise le concept de "colonialisme intérieur" tel qu'il a été élaboré dans le travail de **Hechter (Michael)**, *Internal Colonialism : The Celtic Fringe in British National Development, 1536-1966*, London, 1975), à savoir un exercice unilatéral du pouvoir et de l'allocation des ressources entre la métropole et la périphérie, qui ne caractérise pas seulement l'organisation des colonies européennes en Amérique latine, en Afrique ou en Asie, mais aussi certaines situations au sein même des Etats européens. Pour une discussion sur la pertinence de l'application du concept de "colonialisme intérieur" à la Dobroudja, cf. **Iordachi (Constantin)** « Internal Colonialism : The Expansion of Romania's Frontier into Northern Dobrogea, 1878-1913 », in **Schultz (Helga)**, **Müller (Uwe)**, eds., *National Borders and Economic Disintegration in Modern East Central Europe*, Berlin : Verlag, 2002, pp. 77-105.

traits particuliers, liés surtout à son passé ottoman de marche impériale multiple, perceptible notamment dans sa composition démographique et religieuse, ainsi que dans son organisation militaire[7].

L'ORIENTALISME INTÉRIEUR : L'INTÉGRATION DE LA DOBROUDJA DU NORD EN ROUMANIE

Un héritage impérial ottoman : la Dobroudja, la terre et le peuple

Sous l'Empire ottoman, La Dobroudja représentait un exemple typique de marche impériale multiple, un espace de contacts et de convergences entre empires multinationaux, en tant que partie intégrante des zones frontalières russo-ottomane et austro-ottomane, s'étendant du Caucase à la Bessarabie du sud et aux régions frontalières balkaniques[8]. La Dobroudja, conquise par l'Empire ottoman au XV^{e} siècle, fut l'objet d'une colonisation militaire intense par des populations turques et tatares provenant de la Crimée du Sud et d'Asie mineure, qui ont peu à peu transformé la province en une région de peuplement musulman. Durant les XVIII^{e} et XIX^{e} siècles, la province était démographiquement liée à un territoire plus vaste, car comprenant de nombreux paysans roumains originaires des plaines de Valachie, des paysans bulgares des monts Balkan et de la Bessarabie du sud, des Cosaques du delta du Dniepr, des Vieux Croyants (Lipovènes) de Russie centrale, et des colons allemands du sud de la Russie. En conséquence, la Dobroudja a acquis une composition ethnique très complexe : le delta du Danube était peuplé de pêcheurs slaves ; les villes comptaient de nombreux marchands italiens, juifs, grecs et arméniens ; le nord était dominé par les Bulgares, le centre et le sud par les Turcs et les Tatares, tandis que la rive droite du Danube était habitée par les Roumains.

Les événements militaires ont accentué cette diversité ethnique. La Dobroudja était un élément important du système militaire ottoman, protégeant l'accès à Constantinople, et permettant les communications avec les Tatars de Crimée. Du fait de son importance stratégique, la province est devenue un champ de batailles permanent lors des guerres russo-turques (1768-

[7] Dans son analyse des modèles d'intégration de la Dobroudja au sein de la Roumanie, ce papier peut être comparé avec l'étude de Peter Sahlins sur l'édification de la frontière franco-espagnole dans les Pyrénées. P. Sahlins a dégagé certaines conclusions pouvant aussi servir à l'étude historique des marches impériales multiples, en soulignant l'utilité analytique du concept d'identités multiples, en relevant le "modèle oppositionnel" de construction identitaire dans les régions frontières conçues comme « sites privilégiés pour l'articulation des distinctions nationales », et en redéfinissant la relation centre-périphérie comme une relation de dépendance mutuelle. **Sahlins (Peter)**, *Boundaries : The Making of France and Spain in the Pyrenees*, Berkeley, 1993, pp. 7-8.

[8] **Todorova (Maria)**, *Imagining the Balkans*, Oxford, 1997, p. 141.

1878). Ceci entraîna une anarchie administrative et d'importantes fluctuations dans la population de la Dobroudja : après la guerre dévastatrice de 1828-1829, la population dobroudjéenne est tombée à 40 000 habitants, pour revenir à 100 000 en 1850[9]. Après la guerre de Crimée (1853-1856), la Dobroudja fut repeuplée par plus de 100 000 Tatars de Crimée et de Tcherkesses de Kouban et du Caucase. Enfin, la guerre de 1877-1878 a provoqué une émigration massive de musulmans de la province, estimée à 90 000 personnes[10]. En 1879, un an après l'annexion de la Dobroudja par la Roumanie, les trois principaux groupes ethniques de la province étaient, sur une population totale de 106 943 personnes, les Roumains —31 177, les Bulgares —28 715 ; les Turcs et les Tatars — 32 033[11]. Examinant la configuration ethnique complexe de la Dobroudja, l'historien roumain Nicolae Iorga a identifié "trois Dobroudjas", trois bandes parallèles situées le long d'un axe nord-sud : la côte de la mer Noire, poste commercial avancé ; la partie centrale de la province, faisant office d'axe de communication militaire entre Constantinople et la Bessarabie du Sud ; et, enfin, les rives agricoles du Danube, peuplées surtout par des Roumains et en contact permanent avec les comtés voisins de la Valachie.

Après 1878, la Dobroudja passa brutalement d'un héritage impérial multiculturel à l'ordre homogénéisant de l'État-nation. En vertu d'une décision du Traité de Berlin (juillet 1878), la province fut divisée entre la Roumanie, qui obtint une large partie septentrionale de la Dobroudja, et la Bulgarie à qui fut rattachée la partie méridionale. Par la suite, la Dobroudja devint l'objet d'un contentieux territorial intense entre la Roumanie et la Bulgarie. Les deux États se livrèrent dans la province à une vive concurrence portant sur l'expansion nationale et le tracé des frontières. Dès lors, les formes préalables d'identités multiples et les modes formels et informels de contact entre habitants du sud et du nord de la province furent interrompus, et remplacés par des démarcations frontalières et des définitions de la citoyenneté en termes exclusivement nationaux[12].

[9] *The Encyclopedia of Islam*, Leiden, 1965, p. 613.

[10] *Ibid.*

[11] *Statistica din România* (Bucarest, 1879), p. 3. Etant donné la rivalité territoriale opposant la Roumanie et la Bulgarie au sujet de la Dobroudja, les statistiques concernant la population de la province doivent être considérées avec précaution. En général, elles en disent plus sur les desseins nationalistes des uns et des autres que les réalités locales. Il faut ajouter, pour la période qui a suivi la fin de la guerre de 1877-1878, l'absence de recensement de la population en Dobroudja, et les forts mouvements d'émigration hors de cette province. Par conséquent, même les statistiques officielles offrent des données contradictoires. Comparer, par exemple, les données mentionnées ci-dessus et celles fournies par Colescu (voir note 15).

[12] De ce point de vue, la Dobroudja offre de remarquables similarités avec la Cerdagne, la région frontalière entre l'Espagne et la France. Cf. **Sahlins (Peter)**, *op. cit.*

Du "cadeau empoisonné" aux "terres des Anciens Roumains" : la fabrication du mythe de la Dobroudja dans le discours nationaliste roumain

Comme il vient d'être montré, au moment de son annexion par la Roumanie, la Dobroudja possédait un héritage ottoman spécifique, en particulier sur le plan démographique : elle représentait une des régions les plus diverses d'Europe, car peuplée de Turcs, de Tatars, de Roumains, de Bulgares, de Russes, de Grecs, d'Arméniens, de Serbes, de Juifs, d'Allemands, d'Italiens, d'Albanais et d'Arabes.[13] C'est pourquoi de nombreux politiciens roumains percevaient la position géopolitique et la composition ethnique de la Dobroudja comme une menace pour l'homogénéité ethnique et la stabilité politique de la Roumanie. De ce fait, le rattachement de la Dobroudja à la Roumanie en 1878 donna lieu à un épisode diplomatique et politique paradoxal : d'après W. Gladstone, la province fut « un cadeau donné de mauvaise grâce et reçu à contrecœur »[14]. Cette partie s'intéresse donc à la place changeante qu'a occupée la Dobroudja du Nord dans l'idéologie nationale roumaine, et montre le processus de substitution symbolique qui s'est opéré entre cette province et la Bessarabie du Sud.

Depuis son apparition dans l'agenda diplomatique est-européen, le destin politique de la Dobroudja est lié à la pomme de discorde territoriale que représente la Bessarabie du Sud. Partie intégrante de la province plus vaste de Bessarabie, mais occupée par la Russie en 1812, la Bessarabie du Sud a été rendue à la Moldavie par une décision du Congrès de Paris (1856) qui mit un terme à la guerre de Crimée (1853-1856). Cette province devint donc une préoccupation centrale pour la diplomatie russe, notamment au moment de la crise d'Orient (1875-1878). Finalement, à l'issue de la guerre russo-turque de 1877-1878, la Russie obtint de l'Empire ottoman la Dobroudja et le delta du Danube (traité de San Stefano, conclu le 3 mars 1878). Dans le même traité, la Russie se réservait le droit d'échanger ces provinces contre la Bessarabie du Sud roumaine. L'échange territorial ainsi proposé suscita une forte indignation à Bucarest, où les hommes politiques et l'opinion publique le rejetant de façon quasi-unanime.

Comment expliquer ce refus catégorique des hommes politiques roumains d'accepter l'échange territorial proposé ? En fait, même si la Dobroudja était considérée comme étant d'une valeur économique inférieure, sur le plan territorial et démographique, l'échange était plutôt équilibré, avec un léger

[13] Pour une analyse pertinente de l'héritage ottoman dans les Balkans, voir **Todorova (Maria)**, *op. cit.*, pp. 161-183.

[14] **Gladstone (William)**, « The Friends and Foes of Russia », *Nineteen Century*, January 1879, pp. 168-192 (cité in **Constantinesco (Nicholas)**, *Romania on the European Stage, 1875-1880 : The Quest for National Sovereignty and Independence*, New York, 1998, p. 150).

avantage pour la Dobroudja. Selon les estimations de Leonida Colescu, la Bessarabie du Sud comptait en 1878 une surface de 8 355 km² et 163 000 habitants, tandis que la Dobroudja du Nord avait une superficie de 15 536 km² (dont 4 964 étaient recouverts par des eaux marécageuses dans le delta du Danube), et comptait 169 000 habitants[15]. L'une des raisons principales du refus de l'échange par les dirigeants roumains était leur volonté de défendre l'inviolabilité des frontières de leur pays. Dans un contexte diplomatique où les efforts roumains étaient exclusivement tournés vers la conservation de la Bessarabie, la Dobroudja devenait le symbole d'un marchandage onéreux, et son refus, une manière de défendre l'intégrité territoriale du pays.

Le refus des hommes politiques roumains de céder la Bessarabie du Sud à la Russie apparaît plus cohérent encore quand on connaît le rôle économique important de la province au sein de la Roumanie. La Bessarabie du Sud, avec sa façade maritime sur la mer Noire, représentait un débouché vital pour le commerce extérieur roumain. Cette idée a été exprimée de façon éloquente par le Premier ministre Ion C. Brătianu, qui déclarait :

> Nous ne pouvons exister sans cette petite partie de la Bessarabie. Nous suffoquerions sans cette région. A travers elle, les portes du monde nous sont ouvertes. Sans la Bessarabie, nous serions engloutis par la Russie, l'Autriche, la Turquie et la Bulgarie. La Dobroudja ne nous ouvre aucune issue et, en l'absence d'axe de communications direct, nous ne pourrions communiquer avec elle qu'au travers des marais et des marécages, ou en faisant un large détour par l'embouchure du Danube. Et ceci, nous ne pouvons l'accepter, quelles que soient les circonstances (...). Nous ne pouvons pas nous opposer matériellement [à la perte de la Bessarabie], c'est évident. Mais malgré cela, nous n'accepterons pas la Dobroudja.[16]

I. C. Brătianu exprimait donc non seulement le fort attachement roumain à la Bessarabie du Sud, mais aussi la détermination du pays à rejeter unilatéralement l'annexion de la Dobroudja. Campé sur cette position, le gouvernement roumain tenta de s'assurer des soutiens diplomatiques pour obtenir un réexamen en sa faveur du Traité de San Stefano, lors du Congrès international des grandes puissances européennes qui eut lieu à Berlin en juin 1878. Toutefois, le Traité de Berlin stipula lui aussi que la Roumanie devait céder la Bessarabie du Sud à la Russie (article 45) pour, dans le même temps, recevoir la province de la Dobroudja du Nord (article 46).

Les décisions du Congrès de Berlin ouvrirent une deuxième phase d'opposition à l'intégration de la Dobroudja, divisant les hommes politiques rou-

[15] **Colescu (Leonida)**, *Analiza recensământul general al populației României dela 1899* (Analyse du recensement de 1899 de la population roumaine), Bucarest : Institutul Central de Statistică, 1944, p. 9.

[16] Entretien avec le Premier ministre Ion C. Brătianu, in *Deutsche Zeitung* (Vienne), 21 mars / 2 avril 1878, (reproduit in **Penchikov (Kos'o), Popov (Sheko), Todorov (Petar)**, *Izvori za istoriiata na Dobrudzha, 1878-1919* (Sources sur l'histoire de la Dobroudja, 1878-1919), Sofia, 1992, p. 21).

mains entre "pro-Dobroudja" et "anti-Dobroudja"[17]. Estimant qu'une résistance aux décisions européennes constituerait un "suicide politique", les personnalités politiques les plus importantes de Roumanie, telles que le Prince Carol Ier, le Premier ministre Ion C. Brătianu et le ministre des Affaires étrangères Mihail Kogălniceanu étaient favorables au respect du Traité de Berlin et à l'annexion de la Dobroudja[18]. Au contraire, d'autres hommes politiques importants, tels que Dimitrie A. Sturdza, Nicolae Dimancea et Petre P. Carp, continuaient de s'y opposer. Sous leur influence, la Chambre des Députés adopta, le 28 juin 1878, une résolution votée par 46 députés, rejetant l'annexion de la Dobroudja, quelles qu'en soient les contreparties, car la considérant « contraire aux intérêts de la Roumaine »[19]. Selon eux, la Dobroudja était un "cadeau empoisonné", dont l'acquisition menacerait l'homogénéité ethnique latine du peuple roumain, enserrerait la Roumanie dans les visées géopolitiques balkaniques de la Russie, nuirait à ses relations diplomatiques avec la Bulgarie, et exigerait des sacrifices financiers déraisonnables. Les adversaires de l'annexion employèrent une série impressionnante d'arguments contre la Dobroudja, décrivant sa population comme « un ramassis d'éléments des plus turbulents, venus là des quatre coins du monde », et décrivant la province comme « un pays marécageux, dans lequel la fièvre jaune est endémique » et dont la prise en charge signifierait « notre ruine financière »[20].

La diversité ethnique et religieuse de la province suscitait une inquiétude nationaliste toute particulière. La Dobroudja était « un microcosme de toutes les religions »[21] : à côté des orthodoxes roumains, bulgares et grecs, et des Vieux croyants russes, il y avait aussi là de nombreux musulmans, juifs, catholiques et protestants. En Roumanie, l'existence d'une majorité de chrétiens orthodoxes, associée à la tradition des anciens traités (capitulations) conclus entre les principautés de Moldavie et de Valachie et l'Empire ottoman, qui interdisaient la pratique de la religion musulmane sur le territoire roumain, favorisaient une association étroite entre identité nationale roumaine et christianisme[22]. Ce principe avait été officialisé par l'article 7 de la Constitution

[17] **Brătianu (Ion C.)**, *Acte şi cuvîntări* (Actes et discours), édité par N. Georgescu-Tistu, vol. 4 (1 mai 1878-30 avril 1879), Bucarest, 1932, p. 260.

[18] **Brătianu (Ion C.)**, « Motiunea Senatului asupra Tratatului de la Berlin », in *ibid.* (vol. 4), p. 103.

[19] **Kogălniceanu (Mihail)**, *Opere* (Travaux), vol. 4, *Oratorie II* (1864-1878). Edité par Georgeta Penelea. Part. IV (1874-1878), Bucarest, 1978, p. 322.

[20] Voir l'éditorial du *Steaua României* (23 juin 1878), comme parfait exemple de la virulence des pamphlets hostiles à l'annexion de la Dobroudja. Au sujet des arguments utilisés contre la Dobroudja, cf. la passionnante brochure anti-annexion de **Locusteanu (Nicolae)**, *Dobrogea*, Bucarest, 1878.

[21] **Kogălniceanu (Mihail)**, *Opere*, vol. 5, Oratorie III (1878-1891). Edité par Georgeta Penelea. Part. I (1878-1880), Bucarest, 1984, p. 287.

[22] Pour une étude plus poussée sur ce point, cf. **Iordachi (Constantin)**, art. cit.

roumaine de 1866, qui stipulait que « seuls les étrangers de religion chrétienne peuvent prétendre à la naturalisation ». Sur le plan juridique, la contradiction latente entre législation roumaine et composition religieuse de la Dobroudja fut partiellement résolue un an après l'annexion de la province. Reprenant une disposition du Traité de Berlin qui conditionnait la reconnaissance de l'indépendance roumaine à l'accès des habitants non-chrétiens à la citoyenneté, l'article 7 de la Constitution a été amendé en 1879 : « En Roumanie, les différences de croyance et de confession religieuses ne peuvent empêcher ni l'accès aux droits civiques et politiques, ni l'exercice de ces mêmes droits »[23]. Mais l'acquisition de la Dobroudja créa, *par annexion*, une nouvelle catégorie de citoyens non-chrétiens en Roumanie. Bien que le droit international naissant ne fournissait pas de code de conduite précis pour une telle situation, on attendait de l'État roumain qu'il assure la représentation des Dobroudjéens dans les institutions politiques du pays, qu'il les protège et leur fournisse les conditions nécessaires pour la pratique de leur religion.

La confrontation décisive entre "pro" et "anti-Dobroudja" eut lieu lors de la session extraordinaire du Parlement convoquée du 28 au 30 septembre 1878 pour débattre de la position officielle de la Roumanie face aux décisions du Congrès de Berlin. Mihail Kogălniceanu et Ion C. Brătianu mirent en œuvre tout leur talent rhétorique pour convaincre le Parlement roumain d'accepter l'annexion de la Dobroudja. Dans deux discours mémorables, M. Kogălniceanu souligna les avantages économiques et géopolitiques d'une terre ayant « un immense rivage et trois ports », et suggéra que la Roumanie investisse dans « le développement des ports pour améliorer la prospérité de la Dobroudja »[24]. Surtout, en historien[25], M. Kogălniceanu cristallisa le discours nationaliste roumain sur la Dobroudja en insistant sur les droits historiques qu'avait la Roumanie sur cette province, en fixant les priorités nationales de l'administration roumaine —« les seuls travaux que nous réaliserons en Dobroudja seront des écoles et des routes »— et en relativisant la menace du ressentiment bulgare[26]. En opposition flagrante avec sa position initiale sur le sujet, le Premier ministre I.C. Brătianu se joignit à la campagne pro-annexion de M. Kogălniceanu. Dans un discours éloquent, I.C. Brătianu souligna les avan-

[23] « Constituţia din 1866 », in **Muraru (Ion), *et. al.***, eds., *Constituţiile Române* (Constitutions roumaines), Bucarest, 1995, p. 34.

[24] **Kogălniceanu (Mihail)**, *Opere*, vol. 4, Part. 4, p. 621.

[25] Pour une tentative d'étudier les liens existant entre la vision historique de M. Kogălniceanu et son activité en tant que ministre des Affaires étrangères, voir **Jelavich (Barbara)**, « Mihail Kogălniceanu : Historian as Foreign Minster, 1876-1878 », in Deletant (Dennis), Hanak (Harry), eds., *Historians as Nation-Builders. Central and South-East Europe*, London, 1988, pp. 87-105 ; cf. aussi **Durandin (Catherine)**, « La Russie, La Roumanie et les nouvelles frontières dans les Balkans. Le cas de la Dobroudja », *Cahiers du Monde russe et soviétique*, 20 (1), janvier-mars 1979, pp. 61-77.

[26] **Kogălniceanu (Mihail)**, *Opere*, vol. 4, Part. 4, *op. cit.*, p. 621.

tages géopolitiques et économiques qu'offrait la possession de la Dobroudja, rejeta sans équivoque les droits historiques de la Bulgarie sur la province, et encouragea les députés à surmonter leurs peurs et à croire en la capacité de la Roumanie à assimiler la Dobroudja :

> Vous craignez que nous ne puissions roumaniser une province qui était auparavant en notre possession ? Vous voulez rejeter une terre située entre la mer et le plus grand fleuve d'Europe ? Mais d'autres nations regarderaient cette région comme un homme affamé se jette sur du caviar frais. Chaque peuple tend naturellement à posséder le plus de mer possible, et vous le refusez ? (...) Souhaitez-vous aujourd'hui que nous suffoquions et que nous perdions la mer et le delta du Danube ?[27]

Conduite par I.C. Brătianu et à M. Kogălniceanu, la majorité libérale du Parlement parvint à imposer ses vues quant à l'organisation future de la province. Le 28 septembre, le Sénat votait l'annexion de la Dobroudja, décision approuvée par la Chambre des députés le 30 septembre. De plus, le Parlement autorisa le gouvernement à administrer la Dobroudja par décret, jusqu'à ce qu'une future assemblée législative adopte une loi sur l'organisation définitive de la province.

L'approbation de l'annexion de la Dobroudja par le Parlement indiquait de façon claire que le discours national roumain sur la province avait connu en peu de temps une transformation radicale. A l'époque du Traité de San Stefano, la Dobroudja constituait pour de nombreux hommes politiques une province étrangère, le symbole d'un "marchandage onéreux", d'un "cadeau empoisonné" ou d'un "fardeau géopolitique". Face à la décision irrévocable du Congrès de Berlin, la province fut progressivement perçue comme un trophée de guerre, une récompense accordée à la Roumanie pour ses sacrifices dans la guerre russo-turque de 1877-1878, et en compensation pour la perte de la Bessarabie du Sud au bénéfice de la Russie. En 1908, Nicolae Iorga, un des fondateurs de l'idéologie nationale roumaine, a synthétisé cette opinion en signalant que la Dobroudja était « doublement chère aux Roumains » puisqu'elle « avait été payée deux fois : la première fois par le sang, et la deuxième par la terre »[28]. A la fin des débats parlementaires sur le Traité de Berlin, la Dobroudja était considérée presque unanimement comme un ancien territoire roumain et comme une partie intégrante de l'héritage national roumain. Ce processus de production du mythe fut initié par Mihail Kogălniceanu, dont le discours nationaliste sur la province était fondé sur l'argument historique de la possession temporaire de la Dobroudja par la Valachie, au début du XV[e] siècle, et sur l'important élément roumain autochtone présent dans la province.

[27] **Brătianu (Ion C.)**, « Moțiunea Senatului », in *Acte și cuvîntări*, *op. cit.*, pp. 103-104.

[28] **Iorga (Nicolae)**, in *Adunarea deputaților. Dezbaterile. Sesiunea ordinară 1908-1909*, 15 novembre 1908, p. 39.

Plus tard, la thèse que la Dobroudja avait été une ancienne province roumaine revenant à la mère-patrie fut reprise par l'historiographie roumaine et devint un élément essentiel de l'idéologie nationale roumaine, dominant dans tous les travaux historiques roumains postérieurs portant sur la Dobroudja[29].

« LA CALIFORNIE DES ROUMAINS »[30] : COLONISATION ETHNIQUE, NATIONALISATION DES TERRES ET INCORPORATION ÉCONOMIQUE DE LA DOBROUDJA DU NORD

Organisation administrative et assimilation de la Dobroudja

La Roumanie prit le contrôle administratif de la Dobroudja du Nord le 14 novembre 1878[31]. L'entrée de l'armée roumaine dans la province fut rapidement suivie par celle d'une multitude d'administrateurs, de géographes, d'anthropologues et d'économistes, qui l'étudièrent et élaborèrent des plans d'organisation économique. Suite à l'annexion, les élites politiques roumaines mirent en œuvre un projet nationaliste modernisateur, qui était censé consacrer l'intégration économique de la Roumanie au sein de l'Occident et légitimer le processus d'assimilation en lui donnant un caractère progressiste. Dans le même temps, sur un mode "orientaliste"[32], la Dobroudja était soumise à un nationalisme bureaucratique. Le résultat était un triple mécanisme d'assimilation ethnique, de modernisation économique et d'homogénéisation culturelle, associant tentatives d'industrialisation protégée et campagne de consolidation nationale. Basé sur une définition restrictive de la citoyenneté, ce mécanisme contribua à l'intégration de la Dobroudja du Nord sur les plans suivants : 1) la colonisation de la Dobroudja par des Roumains ethniques ; 2) la nationalisation de la propriété foncière dans la province ; 3) l'homogénéisation culturelle des Dobroudjéens ; 4) la mise en place d'un régime politique hautement

[29] **Kogălniceanu (Mihail)**, *Opere*, vol. 4, Part. 4, *op. cit.*, p. 639.

[30] Métaphore élaborée par l'ingénieur agronome Ion Ionescu de la Brad. Cf. **Slăvescu (Victor)**, *Corespondența dintre Ion Ionescu de la Brad și Ion Ghica, 1848-1874* (Correspondances entre Ion Ionescu de la Brad et Ion Ghica, 1848-1874), Bucarest, 1943, p. 127.

[31] Lors de la guerre russo-turque, la Dobroudja fut occupée par les troupes russes. Cette occupation a duré d'avril 1877 à novembre 1878.

[32] Mon emploi du terme « orientalisme » est tel que le définit Edward Said dans son ouvrage *Orientalism* (New York : Vintage, 1979) : un discours qui s'empare des catégories normatives du progrès et de la modernité pour l'Europe occidentale, et le compare de manière défavorable aux prétendues arriération et irrationalité de l'Orient. Des travaux récents identifient les modèles orientalistes à la problématique du centre-périphérie, à l'intérieur d'unités politiques individuelles. Voir **Hayden (Robert), Bakić-Hayden (Milica)**, « Orientalist Variations on the Theme 'Balkans' : Symbolic Geographies in Yugoslav Cultural Politics », *Slavic Review* 51 no. 1, 1992, pp. 1-15 ; et **Bakić-Hayden (Milica)**, « Nesting Orientalisms : the Case of Former Yugoslavia », *Slavic Review* 54, 1995, pp. 917-931.

centralisé, qui favorisait les intérêts des élites politiques de Bucarest et affaiblissait la résistance politique régionale ; 5) le déni des droits politiques des élites économiques dobroudjéennes non-roumaines.

Pour mettre en oeuvre cette stratégie de développement, le Parti national libéral, au pouvoir entre 1876 et 1888, institua un soi-disant "régime administratif d'exception" pour la province, qui fut instauré en trois étapes : a) "la période des décrets" (1878-1880), au cours de laquelle la province fut dirigée par des décrets *ad hoc* émis par le gouvernement ; b) une seconde période (1880-1908) où la province fut administrée sur la base d'une loi distincte votée par le Parlement ; c) une troisième phase (1908-1913) caractérisée par l'harmonisation graduelle de l'organisation administrative et politique de la Dobroudja avec celle de la Roumanie. La partie suivante détaille les stratégies d'assimilation utilisées par les élites politiques roumaines en Dobroudja sur le plan de l'administration, de la citoyenneté et du droit de propriété.

De l'inclusion symbolique à l'exclusion administrative : la législation sur la citoyenneté dans la Dobroudja du Nord

Le 14 novembre 1878, dans une déclaration publiée en roumain, en bulgare et en turc, le Prince Carol I[er] assura aux Dobroudjéens que « vous appartenez désormais à un Etat gouverné uniquement par des lois débattues et approuvées par la nation. Votre vie, votre honneur et votre prospérité —les biens les plus sacrés et les plus chers de l'humanité— sont sous la protection de la Constitution »[33]. En dépit de ces garanties royales, l'organisation de la Dobroudja fut en réalité caractérisée par une combinaison singulière d'inclusion symbolique et d'exclusion administrative.

La Loi sur l'organisation administrative de la Dobroudja, adoptée par le Parlement roumain en mars 1880, avait comme finalité première l'assimilation de la Dobroudja au sein de la Roumanie[34]. L'article 3 de cette loi déclarait que « tous les habitants de la Dobroudja qui, le 11 avril 1877, étaient des citoyens ottomans, deviennent des citoyens roumains »[35]. L'article 5 stipulait que « les habitants de la Dobroudja qui sont devenus des citoyens roumains sont égaux devant la loi, jouissent de tous leurs droits civiques, et peuvent accéder à des fonctions publiques, quelque soit leur origine ou leur religion », tandis que l'article 6 étendait aux habitants de la Dobroudja les droits civiques prévus par la Constitution roumaine. Pourtant, en dépit de l'incorporation formelle de la Dobroudja à la Roumanie, la loi de 1880 était conçue comme une "Constitution

33 Cité in **Kogălniceanu (Vasile)**, *Dobrogea, 1895-1909. Drepturi politice fără libertăți* (La Dobroudja, 1895-1909. Droits politiques sans liberté), Bucarest, 1910, pp. 34-35.

34 *Legea pentru organizarea administrativă a Dobrogei*, 2 mars 1880. Un règlement complémentaire a été édicté le 5 juin 1880.

35 La Roumanie a déclaré la guerre à la Turquie le 11 avril 1877.

dobroudjéenne ", et devait former la base d'un régime administratif distinct, d'exception, dans la province. Cela signifiait que, bien que formellement reconnus comme citoyens roumains, les Dobroudjéens n'avaient aucun droit politique : l'article 4 stipulait qu'« une loi spéciale déterminera les conditions sous lesquelles les Dobroudjéens pourront exercer leurs droits politiques et acheter des biens immobiliers en Roumanie proprement dite. Une autre loi précisera leur représentation au sein du Parlement roumain »[36]. De plus, les libertés civiles étaient potentiellement restreintes par l'article 6 de cette même loi, qui spécifiait que « le gouvernement, par un décret du Conseil des Ministres, peut interdire toute manifestation susceptible de troubler l'ordre public ».

Les lois sur l'émancipation politique des Dobroudjéens, annoncées par l'article 4 de la loi de 1880, n'allaient voir le jour que progressivement entre 1909 et 1913. De 1878 à 1909, les habitants de la Dobroudja ne bénéficièrent donc que d'une citoyenneté de type local, car : 1) toute représentation politique au sein du Parlement roumain, ainsi que le droit de s'engager dans des partis politiques, leur était refusé. Au lieu de cela, une fois par an, deux représentants de la province exposaient au Roi les problèmes ayant spécifiquement trait aux intérêts de la Dobroudja ; 2) une fois qu'ils franchissaient le Danube pour venir en Roumanie, ils étaient traités en parfaits étrangers, ne pouvant participer à la vie politique et n'ayant pas le droit d'acquérir de biens immobiliers. Selon le voyageur français André Bellessort, les Dobroudjéens étaient mis dans une situation « au moins aussi extraordinaire que la nature de leur région (...). Ils sont Roumains en Dobroudja, mais, en dehors de la province, ils ne sont ni Roumains, ni citoyens, et n'appartiennent à aucune catégorie connue »[37].

D'après l'un de ses principaux créateurs, Mihail Kogălniceanu, alors ministre de l'Intérieur (11 juillet 1879-16 avril 1880), le régime administratif distinct de la Dobroudja était conçu comme une mesure provisoire destinée à reconstruire, à repeupler et à réorganiser la province ruinée par la guerre dévastatrice de 1877-1878[38]. De plus, M. Kogălniceanu soulignait que, la Dobroudja ayant été marquée par un système sociopolitique radicalement différent avant 1878, l'ancienne province ottomane avait besoin d'une période de transition avant d'être pleinement intégrée en Roumanie, période au cours de laquelle les nouvelles autorités étendraient progressivement le régime de propriété et les institutions politiques en vigueur dans le reste du pays, afin d'élever les habitants à la situation matérielle et à la culture politique de la Roumanie proprement dite. Considérée ainsi, la loi de 1880 allait non seule-

[36] **Hamangiu**, *Codul General al României*, vol. 2, p. 268.

[37] **Bellessort (André)**, *La Roumanie contemporaine*, Paris : Perrin et Cie, 1905, p. 278.

[38] **Kogălniceanu (Mihail)**, *Opere*, vol. 5, Part. I, *op. cit.*, p. 328.

ment bien au-delà, mais aussi à l'encontre de sa finalité déclarée, puisqu'elle assujettissait la Dobroudja à un régime politique hautement centralisé qui plaçait ses habitants dans une sorte de "quarantaine" territoriale, supprimait certains des droits qu'ils avaient d'ores et déjà acquis, et leur déniait toute participation politique réelle. Une partie importante du Parlement roumain s'opposa aux dispositions peu libérales de la loi de 1880. Le député Pantazi Ghica estimait ainsi que la loi « garantit la vie matérielle, mais interdit toute vie publique en Dobroudja » ; un autre député affirmait que la loi « traite les Dobroudjéens comme un troupeau d'esclaves »[39]. M. Kogălniceanu contra ces critiques et parvint à obtenir l'accord du Parlement pour cette loi, simplement en soulignant ses priorités nationales : « Cette loi a pour seule finalité que la Dobroudja devienne une partie intégrante de la Roumanie, et que ses habitants s'assimilent peu à peu et deviennent Roumains »[40].

Qu'entendait M. Kogălniceanu par assimilation ? À en juger par sa carrière politique, c'était un libéral-démocrate[41]. Dirigeant éminent de la révolution de 1848 en Moldavie, il militait pour l'émancipation sociopolitique des classes inférieures, plaidait pour la tolérance religieuse envers les chrétiens non-orthodoxes, et pour l'abolition de l'esclavage des Tsiganes en Moldavie. Néanmoins, il existe une contradiction sous-jacente entre libéralisme et nationalisme dans la vision politique de M. Kogălniceanu, et avant tout dans la conception de l'"assimilation" de la Dobroudja qu'il mit en avant lors des débats parlementaires concernant la Loi sur l'organisation administrative de la province.

D'un côté, M. Kogălniceanu était partisan d'une organisation libérale de la Dobroudja, respectueuse de l'autonomie religieuse et culturelle de tous les groupes ethniques, convaincu que, sur la base de la réciprocité, cet exemple permettrait d'améliorer les droits nationaux dont jouissaient les Roumains dans les pays voisins. Mais, de l'autre côté, M. Kogălniceanu militait pour la mise en place d'un "ordre politique roumain" en Dobroudja, qui permettrait d'étendre à la province la juridiction des institutions de l'État roumain et de favoriser la domination politique et économique des Roumains ethniques. Ces objectifs limitaient le degré d'autonomie culturelle accordé aux groupes ethniques dans la province : M. Kogălniceanu défendait leur droit à une éducation dans leur propre langue, à condition qu'ils suivent aussi des enseignements en langue roumaine, le droit de pratiquer leur propre religion, à condition qu'ils acceptent la juridiction des lois civiles roumaines, et un minimum de droits et de libertés civiques, sauf si leur exercice risquait de "troubler l'ordre public". Les

[39] *Ibid*, p. 311.

[40] *Ibid.*, p. 269.

[41] Pour plus d'informations sur les activités politiques et scientifiques de M. Kogălniceanu, cf. **Zub (Alexandru)**, *Mihail Kogălniceanu, istoric* (Mihail Kogălniceanu, historien), Iași, 1974 ; et *Mihail Kogălniceanul : Biobibliografie* (Mihail Kogălniceanu, biobibliographie), Bucharest, 1971.

moyens choisis pour mettre en œuvre l'"ordre roumain" en Dobroudja soulignaient la tension existant entre libéralisme et nationalisme dans la conception qu'avait M. Kogălniceanu de l'assimilation. Tout d'abord, celui-ci croyait que le succès du programme de roumanisation de la Dobroudja dépendait de l'instauration temporaire d'une organisation administrative distincte dans la province :

> Nous voulons donc que la province soit en grande majorité roumaine, mais qui parle d'assimilation évoque une période de travail, de transition ; il s'agit d'un processus de longue haleine. Si nous devions garantir immédiatement à cette province toutes les libertés qui existent actuellement en Roumanie, il n'y aurait pas d'assimilation[42].

Cette organisation distincte devait fournir à l'administration roumaine les instruments nécessaires à l'application d'un programme progressif d'assimilation, dont les plus importants étaient la centralisation de l'administration, le déni des droits politiques des Dobroudjéens, et l'extension des systèmes éducatif et religieux roumains à la province. Le coeur de l'organisation administrative distincte de la Dobroudja résidait dans les pouvoirs accrus donnés aux autorités roumaines, notamment dans les villes multiethniques où les Roumains étaient en minorité. Selon M. Kogălniceanu :

> Le préfet (...) doit encourager l'assimilation des habitants, et finalement les Roumains dobroudjéens devront être représentés y compris au sein du Parlement. Donnez donc au préfet la possibilité d'introduire dans les conseils municipaux ces éléments roumains nécessaires. Si vous décidez de leur refuser ce droit, alors dans les villes de Tulcea et de Constanța, où la majorité des habitants est grecque, ainsi que dans d'autres régions où la majorité est bulgare, les Roumains ne seront pas représentés[43].

M. Kogălniceanu pressa les députés roumains de « faire des lois nationales avant de faire des lois libérales », et d'« investir l'autorité locale de pouvoirs étendus » pour assimiler la Dobroudja[44]. Il devenait dès lors évident que, dans la confrontation entre nationalisme et libéralisme autour de l'organisation de la Dobroudja, le premier l'emportait : les droits des minorités ethniques dans la province étaient garantis tant qu'ils ne remettaient pas en cause les intérêts politiques roumains dans la région. Finalement, l'argumentation passionnée de M. Kogălniceanu au Parlement réussit à modeler en grande partie le contenu de la loi sur l'organisation de la Dobroudja, loi qui devait s'appliquer à la province pour les trente-cinq ans à venir.

[42] **Kogălniceanu (Mihail)**, *Opere*, vol. 5, Part. I, *op. cit.*, p. 269.

[43] *Ibid.*

[44] *Ibid.*

Législation sur la propriété et nationalisation des terres en Dobroudja du Nord, 1878-1913

En plus d'avoir tracé les grandes lignes de la loi, M. Kogălniceanu avait également fixé les priorités de l'administration roumaine dans la province, parmi lesquelles figurait en bonne place l'harmonisation du régime de propriété. Le passage d'un régime ottoman hiérarchisé de propriété à une propriété capitaliste inconditionnelle provoqua une redistribution massive de la propriété entre groupes ethniques en Dobroudja du Nord, et, finalement, eu pour résultat l'appropriation des terres par les Roumains ethniques. Organisé sous le contrôle étroit de l'Etat roumain, le processus d'ethnicisation de la propriété foncière se déroula en quatre étapes majeures : 1) le transfert à l'Etat roumain des droits de propriété de l'Etat ottoman ; 2) l'appropriation par l'Etat roumain d'une partie des terres possédées par les Dobroudjéens ; 3) l'ouverture de terres vierges à la culture par des colons roumains ; 4) la distribution à des Roumains des terres des Dobroudjéens qui avaient quitté la province. L'Etat roumain pu ainsi établir un quasi monopole sur la redistribution des terres en Dobroudja, assurant le transfert progressif de la propriété à des Roumains ethniques.

La législation ottomane distinguait cinq catégories légales de biens fonciers : *mülk, miriè, vakf, metrukè,* et *mevat*[45]. Parmi celles-ci, seule le *mülk* était compatible avec la propriété privée capitaliste[46]. Les quatre autres catégories de terres était nominalement possédées par l'Etat ottoman, et devaient donc être harmonisées pour correspondre à l'article 23 de la Constitution roumaine qui définissait la propriété privée comme « sacrée et inviolable ». Du fait de sa complexité, ce transfert légal s'opéra par étapes, de 1878 à 1882. Le temps d'étudier le système foncier ottoman et de préparer la nouvelle législation sur la propriété, les autorités roumaines conservèrent les lois ottomanes, qui restèrent effectives jusqu'au 11 avril 1877.

La première loi roumaine réglementant la propriété foncière en Dobroudja fut émise en 1880. Elle déclarait que « tous les droits et attributions que le gouvernement ottoman possédait sur les biens immobiliers en

[45] Le *mülk* désigne les biens fonciers privés, dans les villages comme dans les villes ; le *miriè*, la forme la plus fréquente de propriété en Dobroudja, désigne les biens étatiques situés en dehors des villes et concédés à des individus en échange du versement d'une dîme annuelle (le droit d'utiliser la terre étant attesté par un document officiel appelé *tapù*) ; le *vakf* désigne les biens fonciers des institutions religieuses ; le *metrukè* désigne les biens fonciers municipaux tels que places, routes et jardins ; enfin, le *mevat* désigne les terres inutilisées, présentes surtout dans le delta du Danube pour ce qui est de la Dobroudja.

[46] Cf. **Roman (Ioan N.)**, *Studiu asupra proprietății rurale în Dobrogea* (Etude sur la propriété rurale en Dobroudja), Constanța : Ovidiu, 1907 ; voir également les articles de **Roman (Ioan N.)** et de **Filipescu (Constantin)**, in *Dobrogea, cincizeci de ani de viață românească* (Dobroudja, cinquante ans de vie roumaine), Bucarest, 1928, pp. 279-284, et 485-525 ; et **Marcu (Liviu P.)**, « Réforme agraires et régime de propriété en Dobroudja », *Revue des Etudes Sud-Est Européennes* (Bucarest), 22 (3), 1984, pp. 267-273.

Dobroudja » revenaient à l'Etat roumain [47]. Celui-ci devenait ainsi le propriétaire foncier le plus puissant de la province, prenant possession de plus d'un million d'hectares de terres arables, ainsi que de multiples forêts, mines et lacs. Les terres situées hors des villes et cultivées par les Dobroudjéens—appelées *mirié*— furent également considérées comme propriété d'Etat. Durant la période 1880-1882, l'Etat roumain mena une campagne pour la vérification de tous les documents de propriété ottomans —*tapù*— et procéda à leur remplacement par de nouveaux titres de propriété roumains[48]. A la fin de cette procédure, le régime de la propriété de la province fut finalement réglementé par la Loi sur la propriété immobilière en Dobroudja, édictée le 3 avril 1882.

La finalité de la loi était de transformer la propriété conditionnelle ottomane sur les terres agricoles situées hors des villes —*mirié*— en propriété capitaliste. Afin de devenir pleinement propriétaires, les paysans devaient racheter la dîme annuelle versée auparavant à l'Etat ottoman en payant en plusieurs fois une compensation financière à l'Etat roumain (art. 11). Le montant de cette compensation était fixé au tiers du prix total du terrain[49]. De nombreux paysans ne pouvant acquitter le montant de cette compensation, un règlement de 1884 précisa que les Dobroudjéens « qui n'ont pas effectué la totalité des versements prévus dans les trois années imparties perdent leur droit à la terre, ainsi que les paiements déjà réalisés, au profit de l'Etat »[50]. Enfin, la "loi interprétative" de 1910 permit à l'Etat de déposséder « par moyens administratifs et sans avertissement ni assistance juridique, tout propriétaire n'ayant pas rempli ses obligations financières envers l'Etat »[51]. Sur cette base, l'Etat roumain s'appropria une partie des terres détenues par les Dobroudjéens, augmentant ainsi la taille du domaine de l'Etat disponible pour la colonisation ethnique.

Utilitarisme économique et assimilation ethnique : la législation sur la colonisation en Dobroudja du Nord, 1878-1913

Le deuxième objectif majeur de la loi de 1882 était la colonisation de la Dobroudja, perçue comme un impératif à une époque où « le progrès économique dépend du nombre de bras employés »[52]. Alors que la population de la province était de 100 000 habitants environ en 1878, le géographe M. D.

[47] *Legea pentru organizarea administrativă*, art. 11.

[48] Voir le "réglement" du 5 juin 1880.

[49] Cf. le "réglement", art. 1-2.

[50] **Hamangiu**, *op. cit.*, p. 452.

[51] Cf. la "Loi interprétative" de 1910, article 2.

[52] **Ionescu (M. D.)**, *Dobrogea în pragul veacului al XX-lea* (La Dobroudja à la veille du vingtième siècle), Bucarest, 1904, p. 350.

Ionescu estimait que la Dobroudja pouvait aisément nourrir 900 000 personnes[53]. Grossièrement, deux stratégies de colonisation peuvent être distinguées. L'une, représentée par des politiciens tels que Ion Ionescu de la Brad, avait des motivations économiques et considérait que la Dobroudja devait être ouverte à toute personne souhaitant s'installer dans la province, quelle que soit sa nationalité. L'autre, représentée par M. Kogălniceanu et le premier préfet de Constanța, Remus Opreanu, se prononçait pour une colonisation roumaine massive de la province.

La loi de 1882 fournit au gouvernement le cadre juridique nécessaire pour la colonisation ethnique de la Dobroudja. D'après cette loi, le gouvernement roumain pouvait découper les terres de l'Etat en parcelles de 3 à 10 hectares, de préférence dans de nouveaux lieux d'habitation, et les vendre à des colons à des conditions financières favorables (art. 25-26). Cette colonisation devait rester le monopole exclusif de l'Etat : « Personne n'a le droit d'amener et d'installer des familles de fermier sur *ses* terres sans l'accord du Conseil des Ministres, le seul organe chargé de fixer, dans les limites fixées par la Constitution, les conditions dans lesquelles ces familles peuvent s'installer » (art. 31). La loi de 1882 fonctionnait comme un puissant instrument d'exclusion sociale. Afin de renforcer la position économique des Roumains dans la province, elle liait la propriété foncière dans la province au statut de citoyen : « Seuls des Roumains peuvent acquérir des biens immobiliers » (art. 2). Sous le terme générique de "Roumains", la loi distinguait plusieurs catégories de citoyens : 1) les anciens sujets de l'Empire ottoman —*raya*— qui résidaient déjà dans la province au 11 avril 1877 ; 2) les citoyens roumains de Roumanie proprement dite (par naissance ou par naturalisation) qui étaient encouragés à venir s'installer en Dobroudja. Ce faisant, ils conservaient leur citoyenneté roumaine, mais perdaient *de facto* l'exercice de leurs droits politiques, vue l'absence de vie politique dans la province ; 3) les Roumains ethniques de pays voisins qui immigraient en Dobroudja. Cette dernière catégorie était conforme à l'article 9 de la Constitution de 1866, qui favorisait l'attribution de la citoyenneté roumaine aux Roumains ethniques de l'étranger sans un stage de naturalisation.

La loi sur la propriété de 1882 fut modifiée en 1884, 1885, 1889, 1893, et finalement complétée par la "loi interprétative" du 10 avril 1910. Ces modifications mettent en évidence les intérêts spécifiques de l'Etat dans le processus de colonisation, à savoir : 1) assurer une source constante de revenus pour le budget de l'Etat par la vente de terres aux colons[54] ; 2) mettre en œuvre une colonisation effective de la Dobroudja par des Roumains ethniques. A cette fin, l'Etat roumain établit un strict monopole sur les échanges de terres en

[53] *Ibid.*, p. 929.

[54] **Hamangiu**, *op. cit.*, p. 538.

Dobroudja. Ainsi, la loi de mars 1909 lui permit d'acheter 1 012 hectares à des Dobroudjéens russes qui émigraient en Sibérie. La loi interprétative de 1910 donna également à l'Etat le droit d'annuler toute transaction foncière effectuée sans son aval entre un colon et un tiers[55]. Au total, entre 1889 et 1912, l'Etat confisqua 127 483 hectares de terres aux Dobroudjéens qui ne pouvaient pas racheter leur dîme, et aux colons qui n'avaient pas acquitté le montant de leurs traites ou ne s'étaient pas effectivement installés dans la province. Entre 1889 et 1914, 82 127 hectares furent redistribués à des colons roumains dans le but de renforcer le caractère roumain de la province[56].

L'économie de la frontière : colonisation ethnique en Dobroudja du Nord

Dès que la province entra « dans l'espace de l'expansion roumaine »[57], son économie frontalière attira très tôt une immigration pan-roumaine. Cette tendance fut renforcée par la loi de 1880, qui favorisait une colonisation roumaine massive de la Dobroudja. Celle-ci se déroula en plusieurs vagues : 1884-1891, 1893-1897, 1904-1907 et 1912-1914[58]. La Dobroudja devint ainsi « une Dacie en miniature », une « mosaïque des races roumaines »[59]. En plus des Roumains autochtones de Dobroudja, d'autres catégories de Roumains ethniques s'installèrent dans la province, originaires de Transylvanie (*Mocani*), de Valachie (*Cojani*), de Moldavie et de Bessarabie (*Moldoveni*), et de diverses régions balkaniques (Valaques du Pinde et de la vallée du Timok, etc.). Cette immigration a profondément marqué la société roumaine, créant de nouvelles identités sociales et de nouvelles allégeances politiques. La Dobroudja devint un creuset d'identités régionales et un laboratoire de l'identité nationale roumaine.

Sous l'impact de la colonisation ethnique encouragée par l'Etat, la population de la province connut une croissance rapide : d'environ 100 000 habitants en 1878, elle passa à 261 490 en 1900, et à 368 189 en 1912[60]. En dehors de la croissance naturelle, ce développement spectaculaire était dû à l'immigration : en seulement quinze ans (1884-1899), la population de la Dobroudja s'accrut de 49 %, alors que la Roumanie dans son ensemble mit quarante ans (1859-1899)

[55] Art. 3 de la Loi interprétative qui modifiait l'article 26 de la loi de 1882.

[56] **Ionescu (Toma)**, « Asupra proprietății și colonizării în Dobrogea » (A propos de la propriété et de la colonisation en Dobroudja), in *Dobrogea. Cincizeci de ani op. cit.*, p. 274.

[57] **Iorga (Nicolae)**, *Droits nationaux et politiques des Roumains dans la Dobroudja*, Bucarest, 1918, pp. 88-89.

[58] **Ionescu (Toma)**, art. cit., pp. 266-267.

[59] **Ionescu de la Brad in Slăvescu (Ion)**, *Corespondența*, p. 134 ; et **Șandru**, *Mocanii in Dobrogea*, p. 81.

[60] **Ionescu (M. D.)**, *op. cit.* ; pour 1912, cf. **Manuilă (Sabin)**, « La population de la Dobroudja », in *La Dobroudja Roumaine*, Bucarest, 1938, p. 456.

pour atteindre une croissance démographique similaire (54 %)[61]. Même si la Dobroudja du Nord demeurait une mosaïque ethnique[62], la colonisation modifia profondément les rapports entre les trois principaux groupes ethniques de la province. La population roumaine monta en flèche, passant de 31 177 en 1879 à 43 671 en 1880, 119 562 en 1900 et 216 425 en 1913. En seulement vingt-cinq ans, la proportion de Roumains en Dobroudja du Nord passa d'une majorité relative à une majorité absolue (de 36,3 % en 1880 à 52,5 % en 1905). La distribution territoriale des Roumains se modifia également, car ils s'installèrent dans des zones jusqu'alors habitées par des Turcs, des Tatars ou des Bulgares, notamment dans le nord, aux alentours de Tulcea et de Babadag, et au sud, à la frontière bulgare. La population roumaine de la Dobroudja était très hétérogène, composée de *Dicieni* (24,2 % de la population roumaine totale), de *Cojani* de Valachie (39,5 %), de Moldaves (8,0 %), de Bessarabes (5,6 %), de *Mocani* de Transylvanie et du Banat (21,8 %), de Bucoviniens (0,1 %), ou de Roumains originaires d'autres pays étrangers (0,8 %)[63]. Ces groupes conservèrent une forte identité régionale, qui ne disparurent que progressivement, par mariages entre Roumains et par intégration au sein de la communauté nationale roumaine élargie.

Les modifications majeures qu'a connues la composition ethnique de la Dobroudja ont également affecté le modèle de propriété foncière dans la province. En 1882, la Dobroudja avait 175 075 hectares de terres arables. Ensemble, les Turcs et les Tatars représentaient le groupe ethnique possédant le plus de terre dans la province, avec presque 50 % des terres arables, suivi des Roumains et des Bulgares, chaque groupe possédant approximativement 23 % des terres agricoles[64]. Cette répartition a été radicalement modifiée par le processus de colonisation. En 1905, les terres cultivées occupaient 685 449 hectares. De façon significative, les Roumains devinrent les principaux propriétaires, avec 63 % environ des terres de la Dobroudja. Par contre, la part des terres possédée par les Turcs et les Tatars chuta à 7,0 % seulement. Bien qu'augmentant en surface de 38 038 à 129 231 hectares, la part possédée par les Bulgares diminua à 19 % des terres arables. Ainsi, en 1905, les Roumains avaient déjà réussi à s'emparer des deux tiers environ des biens fonciers de la Dobroudja.

[61] **Colescu (Leonida)**, *Recensământul general al populațiunii României* (Recensement général de la population de Roumanie), suivi de **Roman (Ioan N.)**, *Dobrogea și drepturile politice ale locuitorilor ei* (La Dobroudja et les droits politiques de ses habitants), Constanța, 1905, p. 123.

[62] Cf. **Roman (Ioan N.)**, « La population de la Dobrogea », in *La Dobrogea Roumaine : études et documents*, Bucarest, 1919, p. 92.

[63] Les pourcentages proviennent des tableaux présentés pour 1940 dans **Șandru**, *op. cit.*, p. 108.

[64] Chiffres donnés in **Stanciu (M.), Ciorbea (V.)**, art. cit., p. 415.

Politiques d'identité dans une région frontalière : homogénéisation culturelle, organisation religieuse et système éducatif en Dobroudja du Nord

L'assimilation ethnique en Dobroudja s'accompagna d'une offensive culturelle de l'Etat roumain, s'appuyant sur deux principaux piliers : l'église et l'école. Les autorités roumaines poursuivirent une politique religieuse active dans la région, plaçant les églises de la Dobroudja sous l'autorité de l'église orthodoxe roumaine, et faisant construire de nombreux édifices religieux. L'Etat roumain organisa également un réseau dense d'écoles chargées de diffuser les valeurs du nouvel ordre politique et d'instiller la loyauté envers l'Etat, renomma les localités de la Dobroudja, et fit bâtir de nombreux monuments historiques roumains, comme autant de marqueurs du nouvel ordre politique.

En Dobroudja, le réveil national des Roumains, des Grecs et des Bulgares était lié à une lutte pour le contrôle du pouvoir et des biens de l'église orthodoxe. Dans les années 1870, l'exarchat bulgare, nouvellement établi, défia l'autorité du patriarcat œcuménique grec en Dobroudja, en tentant notamment d'attirer la population roumaine orthodoxe sous sa juridiction[65]. Après 1878, les élites politiques roumaines reconnurent le rôle important joué par l'église dans le processus de réveil national en Dobroudja. Malgré la forte opposition du clergé bulgare, la loi de 1880 sur l'organisation de la Dobroudja plaça les églises orthodoxes de la province sous la juridiction de l'église orthodoxe roumaine (devenue autocéphale en 1885), et les intégra dans le diocèse du Bas-Danube.

Le système éducatif représentait un autre pilier central de l'administration roumaine en Dobroudja. L'école était perçue comme la principale institution pour favoriser l'homogénéisation culturelle et surpasser le localisme et la ségrégation qui caractérisaient la vie des communautés ethniques dans la province. Jusqu'en 1878, la Dobroudja possédait un réseau d'écoles confessionnelles roumaines, bulgares, grecques et russes, soutenues par les communautés locales. La loi de 1880 favorisa l'éducation primaire subventionnée par l'Etat. Elle autorisa également le fonctionnement d'écoles locales en langues minoritaires, à condition que certains enseignements soient donnés en roumain. Avec l'appui de l'administration centrale, le réseau des écoles publiques roumaines en Dobroudja se développa, tandis que celui des écoles confessionnelles déclina progressivement. En dépit de ses fortes connotations nationales, l'offensive scolaire de l'Etat roumain restait néanmoins très irrégulière, progressant par vagues successives, en fonction des difficultés matérielles ou des initiatives personnelles de préfets de la Dobroudja. Alors même que le réseau des écoles primaires s'étendait rapidement, il n'existait toujours pas d'établis-

[65] Cf. **Mateescu (Tudor)**, « Les Diocèses Orthodoxes de la Dobroudja sous la domination ottomane », *Balkan Studies* (Athènes), 13 (2), 1972, p. 299.

sement d'enseignement secondaire ou supérieur. Créé en 1883, le lycée (*Gymnasium*) roumain de Tulcea rencontra de tels problèmes financiers que, au cours de l'année 1891-1892, son directeur rapportait avec découragement que des parents roumains retiraient leurs enfants pour les envoyer au lycée bulgare de Tulcea et au lycée russe d'Ismail[66].

Grâce à Spiru Haret, ministre roumain de l'Education en 1897-1899, 1901-1904, et 1907-1910, le système éducatif dobroudjéen connut un développement important. Dans le cadre de la politique d'industrialisation du Parti libéral national, S. Haret mena une campagne en faveur de l'émancipation des métayers appauvris, afin qu'ils deviennent des agriculteurs indépendants[67]. Sa stratégie, inscrite dans la loi scolaire qu'il élabora en avril 1898, consistait à donner un rôle socioculturel plus important aux écoles, par le biais d'une intervention étatique effective. Au cours de plusieurs visites dans la province, S. Haret organisa personnellement le système scolaire et encouragea le développement de banques rurales. Grâce à ses efforts soutenus, le taux d'alphabétisation en Dobroudja passa de 24,8 % en 1899 à 45,2 % en 1912, soit une croissance de 20,4 % en treize ans[68]. Le taux d'alphabétisation (45,2 %) était non seulement supérieur à la moyenne nationale, qui était de 39,3 %, mais aussi supérieur à celui des autres provinces historiques de la Roumanie prises séparément, à savoir 39,1 % en Moldavie, 41,2 % en Munténie (*Muntenia Mare*), et 33,5 % en Olténie[69]. Cette situation illustre le rôle important attribué à l'éducation en Dobroudja en tant que moteur de l'assimilation et de l'intégration nationale par l'Etat roumain.

NATIONALISME ET MODERNISATION : L'INCORPORATION ÉCONOMIQUE DE LA DOBROUDJA DU NORD À LA ROUMANIE

L'homogénéisation culturelle de la Dobroudja se doubla d'une modernisation économique. Dans leur organisation économique de la Dobroudja, les dirigeants politiques roumains furent influencés par la rhétorique protectionniste du "père " de l'économie nationale, Friedrich List, qui insistait sur le rôle

[66] **Georgescu (Ioan)**, « Învățământul public în Dobrogea » (Enseignements publics en Dobroudja), in *Dobrogea, cincizeci de ani de viață* (*op. cit.*), p. 661.

[67] **Eidelberg (Philip G.)**, *The Great Rumanian Peasant Revolt of 1907 : Origins of a Modern Jacquerie*, Leiden, 1974.

[68] *Statistica ştiutorilor de carte din România, după recensământul din 19 decembrie 1912* (Statistiques sur les personnes lettrées en Roumanie, d'après le recensement du 19 décembre 1912), Bucarest, 1915, p. XVIII.

[69] Cf. *ibid.*, p. 39.

de la mer dans la stimulation du développement économique[70]. Le principal promoteur du programme d'expansion commerciale de la Roumanie par la mer était l'économiste Petre S. Aurelian, l'un des artisans de la politique économique du Parti national libéral. P. Aurelian insistait sur le lien organique existant entre évolution de l'industrie et développement d'un système complet de transport maritime : « La manufacture est le fondement de la navigation ; plus les manufactures se développent, plus la navigation commerciale s'accroît »[71].

En tant que Premier ministre de décembre 1896 à avril 1897, P. Aurelian plaida pour un programme national d'investissements conséquents en Dobroudja afin de relier la province à la Roumanie par un système de voies ferrées et fluviales, de construire un grand port sur la mer Noire, à Constanța, servant de débouché commercial aux exportations roumaines, et de créer une flotte commerciale. Ion C. Brătianu, leader du Parti national libéral, soutenait avec enthousiasme le programme économique de P. Aurelian. Il exprima de façon claire la stratégie des libéraux quant à la modernisation de la Dobroudja :

> Le port de Constanța est le poumon de la Roumanie, la bouche par laquelle le pays respire. Constanța deviendra également la forteresse défendant la Roumanie ; par ce port, nous serons en contact avec le monde entier, et nous sécuriserons la plus importante de nos voies de communication commerciale (...). Nous dépenserons 16, 20 ou 25 millions de plus, autant qu'il le faudra pour bâtir un port et un pont sur le Danube, mais ce sera la meilleure preuve que nous sommes une nation puissante et que le futur de tout l'Orient dépend de nous[72].

L'incorporation économique de la Dobroudja au sein de la Roumanie allait de pair avec un accroissement du rôle de l'Etat roumain dans l'encouragement du développement économique. La province bénéficia d'investissements matériels exceptionnels, surtout dans le domaine des communications. A l'origine, en l'absence d'un transport fluvial régulier et de ponts sur le Danube, elle était pratiquement coupée de la Roumanie, notamment en hiver. En octobre 1882, l'Etat roumain acheta la voie ferrée Constanța-Cernavoda à la compagnie Barklay pour 16 millions de francs or, et investit 35 millions de *lei* dans un pont franchissant le Danube afin d'améliorer la communication ferroviaire entre Bucarest et Constanța. Inauguré en 1895, le "grandiose" pont "Roi Carol Ier" était le plus long d'Europe, et le deuxième au monde à cette époque. Célébré par la population comme un exemple des prouesses techniques de la Roumanie, et comme un symbole de l'union entre la Dobroudja et la "mère pa-

[70] Cf. **Petresco-Comnène (Nicholas)**, « La Dobrogea et la vie économique de la Roumanie », in *La Dobrogea*, Paris, 1918, p. 186.

[71] **Aurelian (Petre S.)**, *Opere economice* (Travaux économiques), Bucarest, 1967, p. 199.

[72] **Brătianu (I. C.)**, *Acte și cuvîntări*, vol. 7, édité par George Marinescu et Constantin Grecescu, p. 276.

trie"[73], ce pont eut un rôle direct dans la colonisation de la province, facilitant l'immigration d'environ 70 000 personnes. Il représentait aussi la voie la plus directe entre l'Asie mineure et l'Europe occidentale : Constanța devint la dernière gare de l'Orient Express, l'endroit où les voyageurs occidentaux embarquaient pour l'Asie mineure.

En octobre 1896, l'Etat roumain lança également la construction d'un port pour réorienter les exportations roumaines vers la mer Noire. Contrairement aux principaux ports danubiens de la Roumanie, Galați et Brăila, le nouveau port de la mer Noire n'était pas placé sous la supervision de la "Commission européenne du Danube", et fut ainsi perçu comme un symbole de l'indépendance économique de la Roumanie. Bientôt, le port de Constanța devint l'un des principaux objectifs de l'économie nationale roumaine, qui en fit le "poumon" du pays. Le volume total des exportations maritimes de la Roumanie passa de 89 400 tonnes en 1889 à 1,5 millions en 1913, soit un tiers des exportations totales[74].

Urbanisation et assimilation ethnique en Dobroudja du Nord

L'urbanisation fit également d'importants progrès dans la province. Sous l'Empire ottoman, la Dobroudja comptait quatorze villes, largement peuplées par des colonies marchandes de Grecs, d'Arméniens et de Juifs. Après 1878, l'urbanisation soutenue par l'Etat modifia cette composition ethnique. En 1912, la Dobroudja avait une population urbaine totale de 94 915 habitants (25,7 % de la population totale). A côté des centres administratifs de Tulcea et de Constanța (22 262 et 31 576 habitants respectivement), il existait six autres villes de plus de 5 000 habitants. Dans le cadre du nouvel ordre politique, les Roumains monopolisèrent l'administration et furent plus nombreux à résider dans les zones urbaines de la province. En 1909, les citadins roumains étaient majoritaires dans sept villes, représentant 98 % de la population à Cuzgun, 92 % à Ostrov, 66 % à Măcin, 68 % à Cernavodă, 61 % à Hîrsova, 51 % à Isaccea, et 50,6 % à Mahmudia. Dans six autres cités, les Roumains représentaient une majorité relative, avec une proportion de 37 % à Medgidia, 34 % à Constanța, 33 % à Babadag, 28 % à Mangalia, 27 % à Chilia, et 26,8 % à Tulcea. Les citadins roumains n'étaient minoritaires qu'à Sulina, formant 17 % de la population[75]. La bourgeoisie urbaine roumaine émergente parvint également à accaparer l'activité commerciale dans la province, tandis que le rôle économique des anciennes élites urbaines "orientales" déclinait. De ce fait, si en 1878 « les rares marchands roumains en Dobroudja pouvaient se compter sur les doigts d'une

[73] **Ionescu (M. D.)**, *op. cit.*, p. 540.

[74] **Rădulescu (Alexandru), Bitoleanu (Ion)**, *op. cit.*, p. 295.

[75] **Petresco-Comnène (Nicholas)**, *op.cit.*, p. 137.

seule main », en 1909, des 7 664 marchands dobroudjéens enregistrés, 4 815 étaient Roumains et 2 849 étaient "étrangers" (Grecs, Juifs et Arméniens)[76]. Le symbole de la modernisation urbaine de la Dobroudja est le développement de Constanța, qui passa de 5 000 habitants en 1878 à 12 725 en 1900, et était devenue en 1912 une ville prospère de 31 000 habitants. Les élites roumaines se félicitaient de ces succès, utilisant le progrès économique comme un argument venant légitimer l'administration roumaine. En 1903, vingt-cinq ans après l'annexion de la Dobroudja, M. D. Ionescu déclarait, enthousiaste, que « dans le domaine économique, la Dobroudja a avancé à pas de géant »[77]. Se fondant sur des comparaisons entre la Dobroudja, d'autres régions de Roumanie et les pays européens, M. Ionescu parlait de la transformation miraculeuse d'un "tas de ruines" en une province prospère.

Centralisation contre régionalisme : les stratégies d'émancipation politique utilisées pas les Dobroudjéens du Nord

L'administration locale jouait un rôle prépondérant dans le régime administratif d'exception en vigueur dans la Dobroudja. La province croulait sous un appareil bureaucratique hautement centralisé, échappant au contrôle des institutions locales, mais étroitement contrôlé par Bucarest. En vertu de la loi de 1880, les maires de Dobroudja n'étaient pas élus comme en Roumanie proprement dite, mais nommés par les préfets pour les villages, et par le Ministre de l'intérieur pour les villes. De plus, au contraire de la Roumanie même, où les membres des conseils municipaux étaient élus par un corps électoral élargi, les conseillers locaux de la Dobroudja étaient en partie nommés par le préfet, seuls quelques uns étant élus au suffrage censitaire. Enfin, les administrateurs locaux jouissaient d'une immunité juridique : préfets, sous-préfets, policiers et maires ne pouvaient être poursuivis sans autorisation préalable du Conseil des ministres (art. 35). La loi de 1880 accordait ainsi à la bureaucratie en Dobroudja un contrôle total sur la population locale. Pour aggraver les choses, la majorité des bureaucrates était recrutée en dehors de Dobroudja et considérait son affectation dans cette lointaine province comme une sanction sévère, bien que lucrative[78]. Cette situation favorisait la corruption et les abus à l'encontre les Dobroudjéens, notamment de la part de petits fonctionnaires tels que les percepteurs et les inspecteurs fonciers.

L'attitude de l'administration dominée par Bucarest la plaçait en conflit avec l'élite locale naissante composée des grands propriétaires terriens, de la

[76] **Kogălniceanu (Vasile)**, *Dobrogea, 1889-1909*, Bucarest, 1910, p. 105.

[77] **Ionescu (M. D.)**, *op. cit*, p. 929.

[78] **Georgescu (Ioan)**, « Invățamîntul public în Dobrogea », in *Dobrogea, cincizeci de ani*, *op. cit.*, p. 651.

bourgeoisie urbaine émergente et des professions libérales. Cette nouvelle élite dobroudjéenne était avant tout composée de colons, produits de l'autorité roumaine. Toutefois, même s'ils profitaient des nouvelles opportunités de développement économique, les colons n'avaient pas d'influence politique réelle dans la province, du fait de leur manque de droits politiques. En réaction, les élites dobroudjéennes développèrent un discours régional opposé à la centralisation et à la colonisation administratives, qualifié de "*dobroudjanisme*". Sous le slogan « La Dobroudja aux Dobroudjéens », le "dobroudjanisme" se fixait pour objectif de corriger l'écart existant entre le rôle socio-économique prédominant des élites dobroudjéennes et leur impuissance politique. Sa cible principale était le régime administratif d'exception dans la province, qui ôtait aux Dobroudjéens tout droit à une activité politique et à une représentation parlementaire. Cette campagne donna progressivement naissance à un noyau de leaders locaux opiniâtres, tels que Ioan N. Roman, un juriste et essayiste transylvanien qui s'installa en Dobroudja en 1898. Dans un pamphlet politique intitulé « La Dobroudja et les droits politiques de ses habitants », I. Roman élabora un discours régionaliste réclamant un budget propre à la Dobroudja, une organisation administrative mieux adaptée aux besoins de la province, et des subventions destinées à encourager le développement économique régional[79]. Rassemblées autour de ces revendications régionalistes, de nombreuses délégations locales dobroudjéennes demandèrent au Roi et au Parlement l'octroi de leurs pleins droits politiques en 1893, 1899, 1902 et 1905[80].

« DROITS POLITIQUES SANS LIBERTÉS » : LES DILEMMES DE LA CITOYENNETÉ EN DOBROUDJA DU NORD, 1908-1913

Au début du XX^e siècle, la question de l'émancipation politique de la Dobroudja devint d'actualité. En 1905, un nouveau gouvernement conservateur désigna une commission pour étudier l'accès des Dobroudjéens à leurs droits politiques. Toutefois, en dépit des conclusions favorables de cette commission, l'émancipation des Dobroudjéens ne se fit que lentement[81]. Le 15 novembre 1908 seulement, dans un message au Parlement roumain, le Roi Carol I^er déclara que, après trente ans de « travaux fructueux et magnifiques (...), le

[79] **Roman (Ioan N.)**, *Dobrogea şi drepturile politice*, *op.cit.*, pp. 88-89.

[80] Cf. **Popov (Zeno)**, « La situation et les luttes des Bulgares en Dobroudja du Nord (1878-1912) », *Bulgarian Historical Review*, 19 (1), 1991, p. 21 ; et **Rădulescu (Alexandru), Bitoleanu (Ion)**, *op. cit.*, p. 298.

[81] Cf. **Carol I de Roumanie**, *Cuvîntări şi scrisori, 1887-1909* (Discours et courriers), vol. 3, Bucarest, 1909, p. 617.

temps était venu d'étendre notre régime constitutionnel aux comtés de Constanța et de Tulcea ». La lenteur du processus d'émancipation des Dobroudjéens reflétait en fait le dilemme juridique auquel étaient confrontées les élites politiques roumaines en Dobroudja. Bien que des considérations géopolitiques plaidaient en faveur d'une émancipation en bloc de la population multiethnique de la Dobroudja, une telle décision aurait été en contradiction avec la législation sur la citoyenneté *jus sanguinis* de la Roumanie. Cette contradiction juridique fut utilisée par les forces nationalistes afin de défendre des objectifs politiques maximalistes en Dobroudja. En 1905, Nicolae Iorga déclara que « l'apparence de la Dobroudja était toujours très cosmopolite, et le travail roumain de colonisation loin d'être terminé »[82]. Il critiqua l'attitude de l'administration dans la province et déplora le manque d'attention porté à l'assimilation culturelle[83]. Sur cette base, N. Iorga s'opposa en 1908 devant le Parlement à l'octroi de droits politiques aux Dobroudjéens, estimant une telle démarche prématurée, et considérant que le système électoral censitaire roumain favoriserait les riches Dobroudjéens non-roumains et nuirait ainsi à l'intérêt national[84].

Cette campagne nationaliste influença l'attitude des élites politiques roumaines au sujet des droits politiques des Dobroudjéens. Invoquant le principe selon lequel « la Constitution ne garantit de droits politiques qu'aux Roumains », le Premier Ministre Ion I. C. Brătianu réaffirma sa détermination à appliquer la loi sur la citoyenneté « dans le même esprit sur les deux rives du Danube »[85]. En d'autres termes, les élites politiques roumaines étaient réticentes à accorder aux non-Roumains de Dobroudja les droits politiques qui leur étaient refusés en Roumanie proprement dite. En conséquence, à l'initiative d'un gouvernement libéral, la première loi sur la citoyenneté des Dobroudjéens, promulguée le 19 avril 1909, octroyait les pleins droits politiques : 1) aux citoyens ottomans qui résidaient déjà dans la province au 11 avril 1877, ainsi qu'à leurs descendants ; 2) aux « Roumains originaires d'un Etat étranger, quel que soit leur lieu de naissance, possédant de *propriétés rurales* dans les comtés de Constanța et Tulcea », ainsi qu'à leurs descendants, à condition qu'ils renoncent à leur citoyenneté antérieure[86]. La loi accordait donc la pleine citoyenneté aux sujets ottomans et à tous les colons ruraux roumains.

[82] **Iorga (Nicolae)**, *România, cum era pînă la 1918* (La Roumanie, telle qu'elle était jusqu'en 1918), vol. 2, Bucarest, 1972, p. 330.

[83] *Ibid.*, p. 330.

[84] **Iorga (Nicolae)**, discours du 11 décembre 1908 in *Adunarea Deputaților, Dezbaterile, 1908-1909*, *op.cit.*, pp. 39-40.

[85] *Adunarea Deputaților, Dezbaterile* (op.cit.), p. 105-106. Ion I. C. Brătianu (1864-1927) est le fils de Ion C. Brătianu (1821-1891).

[86] See **Hamangiu**, *Codul General al României*, vol. 5 (1908-1909), Bucarest, 1910, p. 392.

Mais elle excluait *tous* les immigrants non-roumains arrivés en Dobroudja après 1878, en zone rurale comme en zone urbaine. Elle excluait également les Roumains d'origine (mais citoyens étrangers) ne possédant que des propriétés urbaines, ou n'étant pas propriétaires.

Ces stipulations provoquèrent un tollé au sein des élites roumaines de Dobroudja. Dans un virulent pamphlet politique, Vasile Kogălniceanu caractérisait la loi de 1909 de décision « brutale, anti-libérale et anti-démocratique (...), qui viole les droits déjà acquis, et détériore la situation de milliers de personnes, au lieu d'améliorer»[87]. La disposition la plus controversée de cette loi était le déni de leurs droits politiques aux citadins roumains. Finalement, une nouvelle loi édictée le 14 avril 1910 retira la propriété *rurale* des conditions requises pour obtenir la pleine citoyenneté, accordant des droits politiques aux roumains ruraux comme citadins, « propriétaires de *biens immobiliers* dans les comtés de Constanța ou Tulcea, et y étant domiciliés lors de la promulgation de cette loi »[88]. Le texte de la nouvelle loi demeurait toutefois très restrictif, et ne suffit pas à calmer l'opinion publique en Dobroudja. Suite à une réunion préliminaire de leaders dobroudjéens à Hîrșova, une délégation provinciale conduite par Constantin Sarry rencontra le Roi Carol I[er] le 14 septembre 1911, et demanda une loi sur la citoyenneté plus généreuse. C'est le 3 mars 1912 que le gouvernement conservateur dirigé par Petre P. Carp édicta une nouvelle loi sur la citoyenneté pour la Dobroudja[89]. Comparée aux précédentes, cette loi était plus large, accordant des droits politiques : 1) aux anciens sujets ottomans résidant légalement en Dobroudja au 11 avril 1877, ainsi qu'aux Turcs et aux Tatars qui avaient émigré de la Dobroudja après la guerre de 1877-1878, mais étaient revenus au moins deux ans avant la promulgation de la loi ; 2) à toutes les catégories de la population roumaine, c'est-à-dire : les Roumains *autochtones*, les colons roumains disposant de *biens immobiliers ruraux ou urbains* dans la province, et les Roumains *sans propriété* qui y étaient installés au moment de la promulgation de la loi ; 3) aux colons étrangers qui avaient acquis des propriétés *rurales* en Dobroudja. Insidieusement, la loi privait toujours de leurs droits politiques les non-Roumains résidant en zone urbaine, c'est-à-dire les nombreux marchands juifs, arméniens et grecs "infiltrés" en Dobroudja après 1878. La loi sur la citoyenneté en Dobroudja représentait donc la dernière étape des "travaux d'importance nationale" menés dans la province par les autorités roumaines.

[87] **Kogălniceanu (Vasile)**, *Dobrogea, 1895-1909*, *op.cit.*, p. 123.

[88] **Hamangiu**, *Codul General al României*, vol. 6 (1909-1910), p. 357. Comparée à la loi précédente, la seule modification, en fait, était le retrait du terme "rural" de l'article 3, alinéa b (voir ci-dessus).

[89] Cf. **Hamangiu**, *Codul General*, vol. 4 (1910-1912), pp. 936-8.

Selon Ioan Georgescu, les commissions sur la citoyenneté « favorisèrent par tous les moyens possibles l'élément roumain », et en particulier les Roumains de Transylvanie[90].

Après trente-cinq ans passés comme "citoyens de second rang", les Dobroudjéens obtenaient enfin le droit de participer à la vie politique roumaine. Toutefois, étant donné le système électoral censitaire roumain, les effets de cette loi sur l'émancipation politique des Dobroudjéens furent assez limités. D'après les premières statistiques électorales, il y avait, en 1912, 12 872 "citoyens actifs" en Dobroudja, sur une population totale de 368 189 habitants[91]. Comparée aux autres provinces composant la Roumanie de l'époque, la Dobroudja demeurait largement sous-représentée dans la vie politique roumaine : les Dobroudjéens élisaient seulement quatre représentants parlementaires dans le comté de Constanța, et quatre dans celui de Tulcea, soit un total de huit députés pour toute la Dobroudja. La Moldavie élisait pour sa part 79 députés, tandis que les provinces valachiennes de Munténie et Olténie en désignaient respectivement 75 et 29[92]. La sous-représentation politique des Dobroudjéens est manifeste quand on considère qu'un député représentait 1 859 électeurs dans le comté de Tulcea, et 1 359 dans celui de Constanța, soit une moyenne de 1 609 votants par député dans la province. Dans le même temps, il y avait un député pour seulement 526 votes en Olténie, un pour 566 en Munténie, et un pour 307 en Moldavie[93]. Il n'est donc pas étonnant que la province de Dobroudja soit restée marginale dans la vie politique roumaine. Les Dobroudjéens avaient désormais accès au Parlement roumain, mais leurs représentants devaient s'appuyer sur des alliances politiques pour promouvoir les solutions correspondant à leurs intérêts propres.

CONCLUSIONS

Ce travail offre une analyse détaillée du processus d'assimilation ethnique et d'intégration nationale de la Dobroudja du Nord au sein de la Roumanie, entre 1878 et 1913. L'organisation administrative de la Dobroudja après 1878 met en évidence une contradiction sous-jacente entre les intérêts économiques et les objectifs nationaux des élites politiques roumaines. D'un côté, à une

[90] **Georgescu (Ioan)**, « Românii transilvăneni în Dobrogea », in *Transilvania, Banatul, Crișana si Maramureșul, 1878-1928*, vol. 1, Bucarest, 1929, p. 614.

[91] **Colescu**, *Statistica știutorilor de carte din România* (*op.cit.*), p. LV ; pour la population de la Dobroudja, cf. **Roman (Ioan N.)**, « La population de la Dobrogea » (art.cit.), p. 92.

[92] Colescu, *Statistica știutorilor de carte din România*, *op.cit.*, p. LV.

[93] *Ibid.*, p. LV.

époque d'expansion économique et coloniale européenne intense, celles-ci considéraient les possessions sur le delta du Danube et les rives de la mer Noire comme essentielles au développement économique du pays, et à son rôle géopolitique dans les Balkans. De l'autre, la diversité religieuse et ethnique de la Dobroudja remettait en question la politique ethnique et religieuse mise en place par les élites politiques roumaines. Pour tenter de résoudre cette contradiction, les hommes politiques roumains instituèrent en Dobroudja une organisation administrative distincte ne reconnaissant aux Dobroudjéens qu'une citoyenneté de type local. Ce faisant, le cas de la Dobroudja donna lieu à plusieurs innovations dans la législation roumaine sur la citoyenneté, parmi lesquelles la plus importante était l'institution de la colonisation et l'insistance sur la politique scolaire pour renforcer l'assimilation culturelle. Le résultat fut un triple mécanisme de colonisation ethnique, d'homogénéisation culturelle et de modernisation économique, qui fonctionna dans la province entre 1878 et 1913. Ce mécanisme était fondé sur une allocation inégale des ressources et des pouvoirs de décision entre le centre et la périphérie, au sein même de l'Etat-nation. En l'analysant, ce texte met en évidence les pratiques de "colonialisme intérieur" employées par les élites politiques roumaines dans le processus d'intégration nationale de la Dobroudja du Nord, telles que la centralisation excessive, le statut administratif distinct, la citoyenneté locale, la colonisation ethnique, et le transfert massif de propriété, ces pratiques ne pouvant être réduites à un simple modèle centre-périphérie.

L'annexion de la Dobroudja eut un impact considérable sur le processus plus général d'édification nationale et étatique en Roumanie. La province a été annexée par la Roumanie à un moment particulier de sa formation politique, alors que le pays vivait une nouvelle étape de l'institutionnalisation d'un Etat-nation indépendant. Cette étape était marquée par l'accès à la pleine souveraineté étatique, suite à la participation de la Roumanie à la guerre russo-ottomane de 1877-1878, à la proclamation du Royaume en 1881, et par un processus corollaire de réorganisation institutionnelle. Ce dernier se doublait d'un grand désordre politique, dû aux pertes territoriales (Bessarabie du Sud), à l'agitation sociopolitique suscitée par la conscription de masse et la participation militaire du pays à la guerre de 1877-1878, et à l'intervention diplomatique européenne en faveur de l'émancipation politique des Juifs en Roumanie. Cette conjoncture politique singulière au moment de l'annexion de la Dobroudja a eu des conséquences importantes sur la formation des modèles d'intégration de la province au sein de la Roumanie. La Dobroudja représentait un premier test majeur pour les institutions nationales roumaines et leurs capacités assimilatrices, ce qui explique l'importance accordée par les élites politiques roumaines à la centralisation administrative et à l'homogénéisation culturelle dans la province. Finalement, la suppression du régime administratif distinct en Dobroudja du Nord en 1913 montre que l'assimilation de la province avait

produit des résultats satisfaisants : après trente-cinq ans seulement (1878-1913), la Dobroudja était dominée par une majorité ethnique de Roumains. De plus, d'importants investissements économiques avaient fait de la province « la pierre précieuse la plus étincelante de la couronne du Roi Carol »[94] et un élément indispensable de l'économie nationale roumaine. En conséquence, les élites politiques roumaines célébraient l'intégration de la Dobroudja comme un succès, dans une évidente auto-satisfaction sur la capacité civilisatrice de la Roumanie, comme l'exprime ici l'un des préfets de Dobroudja :

> Ce que nous avons accompli à cette époque est un remarquable travail de civilisation, que d'autres peuples ne pourraient pas réaliser dans leurs propres colonies, même sur une période quatre fois plus longue. Ce n'est ni de la présomption, ni de l'orgueil que de se féliciter d'être parvenu à créer une nation à partir d'un mélange de races. Le conglomérat ethnique que nous avons trouvé à notre arrivée, nous l'avons fait fondre à la chaleur de notre idéal patriotique. [95]

L'assimilation de la Dobroudja du Nord a ainsi acquis une signification particulière dans l'idéologie nationale roumaine. La "merveilleuse oeuvre de civilisation" réalisée dans la province était perçue par les élites politiques roumaines comme un signe que la Roumanie était devenue partie intégrante de l'Occident, ayant une mission civilisatrice en Orient. De plus, la province servait simultanément de frontière économique, territoriale, ethnique et maritime à la Roumanie. Le processus de colonisation ethnique, d'homogénéisation culturelle et d'intégration économique de la province peut donc être considéré comme une partie d'un processus plus global, à l'échelle européenne, d'expansion coloniale tant intérieure qu'extérieure. Ceci confirme, comme l'a souligné Katherine Verdery, que l'ethnicité et les frontières ethniques ne sont pas la cause première de l'édification nationale, mais en sont le résultat[96].

[94] **Sarry (Constantin N.)**, *Regele Carol I, Dobrogea şi Dobrogenii* (Le Roi Carol I^er^, la Dobroudja et les Dobroudjéens), Constanţa, 1915, p. 7.

[95] **Ionescu (Luca)**, *Judeţul Tulcea. Dare de seamă prezentată consiliul judeţean* (Le comté de Tulcea. Rapport présenté au conseil du comté), Bucarest, 1904, p. 4.

[96] Cf. **Verdery (Katherine)**, « Ethnicity, Nationalism and State-making », in Vermeulen (Hans), Govers (Cora), eds., *The Anthropology of Ethnicity. Beyond Ethnic Groups and Boundaries*, Amsterdam, 1994.